

# LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°44 - février 2010

## SOMMAIRE

**Liberté d'expression et internet.** page 2

**Démocratie. Liberté religieuse.** page 3

**Les avocats. L'Appareil judiciaire.** page 4

**Conflits du travail. Condition ouvrière.** page 5

**Mouvements de masse. Conflits fonciers.** page 5

**Minorités ethniques.** pages 6

**X**injiang

**Q**uestion Tibétaine

**Hongkong. Macao** pages 6-7

**Informations diverses.** page 7

**Bibliographie.** page 8

**Sources d'information.** page 8

*(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)*

### **Nous contacter :**

[communication@ldh-france.org](mailto:communication@ldh-france.org) en mentionnant en objet «Groupe Chine».

## Répression renforcée, contrôle élargi.

**Trois lourdes condamnations sont tombées ce mois-ci qui mettent en pleine lumière les pratiques et le sentiment d'insécurité du régime :** les 8 et 11 février, rejets des appels interjetés respectivement par Huang Qi (trois ans de prison) et Liu Xiaobo (onze ans) ; le 9 février, condamnations de Tan Zuoren à cinq ans de prison. La police contrôle les accès au tribunal et empêche l'entrée des sympathisants ; elle assigne les amis dissidents à résidence pendant la durée des procès.

Le régime se défend en recourant à l'accusation de « subversion du pouvoir d'État ». Par quoi se sent-il menacé ? par la demande de multipartisme inscrite dans la Charte 08 et par la dénonciation des malfaçons techniques liées à la corruption administrative dans la construction des écoles du Sichuan où sont morts tant d'enfants sous les gravats (Tan Zuoren). Quant à mettre en lumière, comme à fait Huang Qi, des détournements de l'aide destinée à la région sinistrée, il s'agit là bien de « détention illégale de secrets d'État ».

Liu Xiaobo, Tan Zuoren et Huang Qi commettent une autre faute : le premier a participé au mouvement démocratique de 1989 ; le deuxième en célèbre les mérites ; le troisième enfin a eu l'audace de publier sur son site 64tianwang (aujourd'hui fermé) des articles sur le massacre final de Tiananmen. Le pouvoir avait alors vacillé au point de devoir condamner le secrétaire général du parti.

Le durcissement du régime se manifeste en d'autres domaines. Le parti essaie de mieux surveiller les informations qui circulent sur l'Internet. Il souhaite unifier le contrôle aujourd'hui fragmenté sur au moins une douzaine d'organismes. Il décrète de nouveaux règlements contraignants pour l'enregistrement des sites après avoir abandonné son interdiction des domaines individuels. Il impose aux réseaux de cybercafés des dimensions considérables qui excluent les petits entrepreneurs, refuse l'usage des pseudonymes, exige des preuves d'identité. Il se sert d'une campagne contre la pornographie pour fermer les blogs des dissidents. Enfin, il dénonce « les forces hostiles qui, dans le pays comme à l'étranger, se servent de la toile pour diffuser de la propagande réactionnaire, s'engager dans des activités criminelles, s'infiltrer dans les réseaux et se livrer à des activités de sabotage ».

La fin des Jeux olympiques d'hiver porte à réfléchir sur les promesses faites pour les Jeux de Beijing en 2008. Cette année-là, selon le South China Morning Post, 1.700 personnes ont été arrêtées pour « tentative de subversion du pouvoir d'État », soit 742 de plus qu'en 2007. Allégé quelque temps pour séduire les journalistes, le dispositif de répression a été réinstallé et s'est intensifié. Quant à Jacques Rogge, élu à la présidence du C.I.O. en 2001 grâce aux voix chinoises et qui promettait la lune, il est toujours en place. La vigilance - plus ou moins sincère, plus ou moins cauteleuse - des gouvernements n'a duré qu'un seul été.

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

## Liberté d'expression et internet.

24 fév.

**Le gouvernement chinois envisage de relier les cybercafés en une large chaîne soumise à un système de contrôle unifié**, ce qui permettrait d'éliminer les milliers d'établissements petits et moyens dont les opérations échappent en partie à son contrôle. Le projet est présenté comme destiné à promouvoir l'usage de l'Internet dans de plus larges couches de la population.

Les dispositions restrictives applicables aux entreprises sont notamment les suivantes : capital enregistré non inférieur à 50 millions de yuan ; pas moins de trente agences dans au moins trois provinces. (*Radio Free Asia, 24 février ; Xinhua*)

23 fév.

**L'origine des attaques massives révélées par Google en Chine n'est pas pleinement élucidée et les sources d'information restent anonymes.** Selon le Financial Times britannique, un consultant chinois indépendant aurait travaillé pour les autorités chinoises sans être leur employé direct. Selon le Wall Street Journal, les attaques proviendraient d'un groupe d'informaticiens asiatiques connus, en partie chinois. Quant aux enquêtes sur les actions concernant Google, le New York Times et le Financial Times affirment qu'elles conduisent à l'Université Jiaotong de Shanghai et à l'établissement d'enseignement Lanxiang, situé dans la province du Shandong. (*A.F.P., 23 février*)

22 fév.

**Le ministère de l'information exige une photographie pour toute ouverture de site Internet**, obligation qui s'ajoute au refus de pseudonyme, à l'obligation de prouver son identité et à la fourniture de divers renseignements. Selon le blogueur Zhou Shuguang (« Zola »), ce renforcement des contrôles a pour objectif de restreindre la divulgation des informations sur le réseau, en particulier les informations touchant aux conflits surgis entre les citoyens et le pouvoir. (*R.F.A., 24 février*)

14 fév.

**Disparition de Liu Chunbao, organisateur à Beijing du « gala des pétitionnaires » tenu le 5 février.** Il s'agissait de tourner en dérision le Festival de printemps annuel organisé par la télévision centrale. Les participants y chantaient leur propre expérience et dénonçaient la corruption et les persécutions dont ils étaient victimes. (*Boxun, 16 février*)

12 fév.

**Des opposants vivant à l'étranger, dont Hu Ping (revue Printemps de Beijing), Yan Jiaqi (politologue, ancien conseiller politique de Zhao Ziyang) et Wang Dan (une des figures du mouvement démocratique de 1989), publient une « Déclaration sur la révolution par Internet ».** Ils y affirment que la condamnation de Liu Xiaobo à onze ans d'emprisonnement a fermé la route de la réconciliation. La censure de l'Internet montre, ajoutent-ils, où se trouve la faiblesse du régime. Ils invitent les cybernautes de Chine, en liaison avec les pays démocratiques, à se servir de l'Internet comme d'une arme pour lancer « une révolution de couleur et renverser la plus grande forteresse autocratique du monde ». (*Apple Daily, 17 février*)

12 fév.

**Au nom de la lutte contre la pornographie, les autorités chinoises ont fermé 136.000 sites Internet.** Mais 16.000 (12%) d'entre eux seulement étaient de nature pornographique ou à connotation sexuelle. Beaucoup des fermetures se sont justifiées par le non-respect des procédures d'enregistrement. (*South China Morning Post, 12 février*)

9 fév.

**A l'approche des fêtes du Nouvel an et de la session de la Conférence consultative nationale**, s'est déroulée une campagne d'arrestation et d'expulsion des pétitionnaires installés dans les hôtels, dans des logements de fortune ou dans les rues de la capitale. (*R.F.A., 10 février*)

## Démocratie. Liberté religieuse.

21 fév.

**Une ancienne directrice de ferme d'élevage de la province du Heilongjiang, Liu Jie, a adressé une lettre ouverte aux dirigeants chinois** pour demander la suppression des camps de « rééducation par le travail » et la fin des arrestations de pétitionnaires venus présenter leurs doléances dans la capitale.

Liu Jie avait passé dix-huit mois en camp après avoir organisé en octobre 2007 une pétition sur le même sujet. Elle avait recouvré la liberté en avril 2009. Les autorités peuvent sans procès prononcer de telles peines de détention, qui, le plus souvent, n'excèdent pas deux ans mais qui peuvent durer jusqu'à trois ans. (R.F.A., 21 février)

18 fév.

**À l'occasion de la nouvelle année, l'un des blogueurs les plus connus en Chine, Ran Yunfei vient de lancer une campagne pour l'envoi sur l'Internet de cartes de vœux aux dissidents emprisonnés**, et notamment à Liu Xiaobo, Tan Zuoren, Hu Jia, Wang Bingzhang et Shi Tao. Son appel communique les adresses des dissidents ; il demande aux cybernautes de contribuer à mettre à jour les informations concernant les « prisonniers de conscience ». (Apple Daily, 18 février)

13 fév.

**La police a empêché Liu Anjun qui avait organisé un repas de Nouvel an pour les pétitionnaires de la capitale de quitter son domicile pour rencontrer ces derniers.** Plusieurs membres de son groupe, le Yangguang Gongyi (Charité du soleil) ont été appréhendés et questionnés par la police alors qu'ils distribuaient des vivres près de la gare du Sud. Les autorités ont fermé le restaurant qui avait préparé les repas. (Boxun, 14 février)

12 fév.

**Feng Zhenghu est retourné à Shanghai après quatre-vingt-douze jours d'attente à l'aéroport de Narita (Tokyo)** dus au refus des autorités de Shanghai de le laisser revenir dans son pays. Son obstination et ses blogs ont fait de lui une personnalité populaire. Les nombreuses personnes venues l'attendre à l'aéroport n'ont pu le voir car la police l'a éloigné du circuit normal des voyageurs. (South China Morning Post, C.R.D., 13 février)

11 fév.

**Rejet de l'appel de la condamnation de Liu Xiaobo à onze ans de prison par le tribunal de Beijing**, condamnation datant du jour de Noël 2009. Les avocats ont été escortés à leur entrée et à leur sortie du tribunal pour les empêcher de s'adresser au public et aux journalistes. (C.R.D., 11 février)

8 fév.

**Rejet par la Cour intermédiaire de Chengdu de l'appel de la condamnation de Huang Qi à trois ans de prison, prononcée le 23 novembre 2009.** Huang Qi n'a pas été entendu à cette occasion et la décision n'a été notifiée ni à ses avocats ni à son épouse. L'un des défenseurs affirme que le tribunal leur a refusé l'accès au dossier et aux informations qu'il contenait. Huang Qi a créé en 1998 le site [www.64tianwang.com](http://www.64tianwang.com) où les citoyens pouvaient se plaindre des injustices subies. En mai 2003, il fut condamné à cinq ans de prison pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ». La police l'a arrêté le 10 juin 2008. (C.R.D., 8 février)

9 fév.

**Condamnation de Tan Zuoren à cinq ans de prison par un tribunal intermédiaire de Chengdu pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ».** Détenu depuis mars 2009, Tan Zuoren s'est fait connaître par ses enquêtes au Sichuan, sur les lieux du tremblement de terre de 2008, en particulier par la dénonciation du mauvais état des bâtiments scolaires qui expliquerait le nombre élevé des écoliers décédés (bâtiments en fromage de soja). Pour son avocat Pu Zhiqiang, là est le motif réel de sa condamnation et non les conversations qu'il aurait eues avec des journalistes étrangers. Une dizaine de journalistes de Hongkong venus couvrir le procès ont été arrêtés pendant une heure par la police. Des militants locaux n'ont pu se rendre au tribunal ; son épouse n'a pu pénétrer dans la salle. (C.R.D., 10 février)

8 fév.

**Le choix de Liu Xiaobo pour le prochain prix Nobel de la Paix est suggéré dans une déclaration commune signée par Vaclav Havel**, le dalai lama, Desmond Tutu ainsi que le président de Carnegie Vartan Gregorian, l'ancien directeur de l'Organisation mondiale du commerce Mike Moore, l'ancien ministre des Affaires étrangères tchèque Karel Schwarzenberg et l'ancien président du parti démocratique unifié de Russie Grigory Yavlinski.

Le 1er février, dans une lettre adressée au président du Comité pour le prix Nobel de la paix, un groupe de parlementaires américains de la Chambre des représentants avait proposé de retenir les noms de Chen Guangcheng, de Gao Zhisheng et de Liu Xiaobo. *(C.R.D., 4 février)*

1 fév.

**Dans un article publié par le journal du parti Qiushi, le chef du département des Affaires religieuses Wang Zuo'an relève un accroissement, ces dernières années, des incidents de masse liés à la religion.** Il note aussi l'influence croissante de la religion, ce dont, selon lui, se serviraient les forces extérieures pour s'infiltrer dans le pays, notamment dans les régions à minorités nationales. *(Qiushi, 1 février)*

## Les avocats. L'appareil judiciaire.

24 fév.

**L'avocat militant Teng Biao rapporte dans un blog sur twitter adressé à la Conférence de Genève contre la peine de mort le cas de trois condamnés à mort de la municipalité de Leping (Jiangxi) qui ont commencé une grève de la fin le 23** après rejet de toutes leurs démarches pour faire reconnaître leur innocence. Les recours en appel après la sentence de 2002 et les jugements successifs montrent à l'évidence l'insuffisance des preuves invoquées à l'appui de la condamnation et l'efficacité plus que suspecte de la police dans l'obtention des aveux. *(C.D.T., 1er mars)*

25 fév.

**L'avocat Jiang Tianyong, parlant devant la conférence de Genève pour l'abolition de la peine de mort, estime à plus de deux mille le nombre annuel des exécutions capitales.** Une autre estimation, avancée lors de la conférence, situe ce chiffre entre deux mille et cinq mille. *(R.F.I., 25 février)*

6 fév.

**Une directive de l'association officielle des avocats, sous contrôle du ministère de la Justice, enjoint les avocats de traiter correctement « incidents de masse » et « cas sensibles »** et d'assumer leurs responsabilités dans la réduction des conflits sociaux. Se référant à la directive générale de 2006, elle réaffirme que les avocats ne doivent ni recourir à des moyens qui pourraient troubler l'ordre public ou gêner le travail des administrations ni inciter leurs clients à y recourir. *(Xinhua, 6 février)*

8 fév.

**Malgré le scandale de 2008 créé par la mise sur le marché de lait contaminé à la mélamine** (six enfants morts et trois cent mille malades) qui avait débouché sur des condamnations à morts et à de lourdes peines d'emprisonnement, une laiterie de la région autonome du Ningxia a commercialisé 165 tonnes du produit toxique entre juillet et novembre 2009. Le lait frelaté est ainsi réapparu dans plusieurs provinces. 72 tonnes seulement ont été récupérées. *(A.F.P., 8 février)*

4 fév.

**Vingt-cinq condamnations à mort prononcées à Guangzhou (Guangdong) pour neuf enlèvements et demandes de rançon.** *(Xinhua, 4 février)*

23 janv  
5 fév

**Dans cette période, selon la Fondation Duihua, la Chine a procédé à soixante et une exécutions au moins.** Ce chiffre représenterait le double de la moyenne. Il s'expliquerait par l'approche des fêtes du Nouvel an, pendant lesquelles les événements tragiques passent plus facilement sous silence. *(South China Morning Post, 13 février)*

## Conflits du travail. Condition ouvrière.

24 fév.

**Une explosion liée à de la poussière inflammable dans une usine de Funing, près de Qinghuangdao (Hebei), a fait dix-neuf morts et quarante-neuf blessés.** L'entreprise produit du glucose et de l'amidon. (*Xinhua*, 25 février)

13 fév.

**Selon le responsable du bureau de Sécurité minière, la mortalité dans les mines a fortement diminué dans les dix dernières années.** Elle serait officiellement passée de 6.995 en 2002 à 2.631 en 2009. Le responsable estime qu'il faut encore dix ans pour améliorer fondamentalement la sécurité dans les exploitations minières. (*Xinhua*, 13 février)

10 fév.

**Le ministère de la Santé ordonne la suppression des tests de dépistage du virus HBV largement pratiqués depuis dix ans lors des procédures d'embauche en entreprise ou d'inscription dans les établissements scolaires.** On estime à cent trente millions le nombre des individus contaminés par ce virus, la grande majorité ne sont pas ou ne sont que légèrement infectieux et ne font pas courir de risques à leur entourage. Cette décision ministérielle s'explique pour partie par la campagne menée par des groupes tel que Yirenping (voir bibliographie). (*China Labour Bulletin*, 12 février)

1-8 fév.

**À l'approche des fêtes du Nouvel an, les ouvriers migrants ont manifesté en maints endroits pour demander le règlement des salaires impayés.** Des rassemblements sont signalés notamment à Zhongshan (Guangdong) le 1er février ; à Zhengzhou (Henan) le lendemain ; à Suizhou (Hubei) le 8 février. (*Minsheng Guancha*, 8 février)

26 janv.

**Des handicapés mentaux sont contraints de travailler chaque jour dans des briqueteries du Hubei pour un salaire de 208 yuan par an (21 euros).** (*Dragon TV*, 26 janvier ; *China Labour Bulletin*, 29 février)

## Mouvements de masse. Conflits fonciers.

7 fév.

**Quelques centaines de villageois ont attaqué les bâtiments municipaux de Hengshishui, près de Yingde (Guangdong) pour protester contre un projet de déviation d'eau** vers une ville voisine et contre l'arrestation de six d'entre eux, détenus depuis la veille. Le 6 février, ils avaient tenté de détruire les grues et les véhicules pour empêcher la construction d'un réservoir. R.F.A. donne des chiffres supérieurs à ceux de Xinhua, affirmant que plus de deux mille paysans venus de trois villages ont affronté plusieurs centaines de policiers anti-émeute. (*Xinhua, R.F.A.*, 8 février)

2 fév.

**Le chef de file des familles des victimes du lait contaminé, Zhao Lianhai, a pu rencontrer son avocat pour la première fois depuis son arrestation du 13 novembre 2009.** Il est accusé d'avoir cherché à provoquer des incidents en poussant la population à manifester devant le tribunal de Shijiazhuang (Hebei) et de « troubler l'ordre social ». Zhao a organisé un groupe d'entraide pour les parents, créé un site Internet et soutenu les actions en réparation intentées contre les producteurs du lait toxique. Il a collecté des signatures pour protester contre l'arrestation le 9 novembre d'un des plaignants, Wang Gang, la veille de l'ouverture du procès où devait comparaître la société productrice du lait Sanlu. La police s'était saisie de pièces à conviction figurant au dossier du plaignant. (*South China Morning Post*, 5 février)



## Minorités ethniques.

### XINJIANG

8 fév.

**Mise en place d'une unité de police armée de 5.000 hommes basée à Ouroumtchi** mais opérant sur tout le Xinjiang. Il s'agit « d'une opération stratégique dont le dessein est d'assurer la stabilité générale » dans la région autonome. (*China News Service, 9 février*)

6 fév.

**Restauration de liaisons Internet avec vingt-sept sites extérieurs à la région**, essentiellement des sites officiels et sites de voyage. Les autorités affirment qu'elles lèveront progressivement le blocus instauré en juillet dernier, après les sanglants incidents survenus à Ouroumtchi. (*Xinhua, 6 février*)

4 fév.

**Selon le ministère des Affaires étrangères, l'accueil annoncé la veille par la Suisse de deux prisonniers ouighours de Guantanamo porterait atteinte aux relations sino-helvétiques.** Les sept Ouighours de Guantanamo appartiendraient au Mouvement islamique du Turkestan oriental, condamné par les Nations unies. (*Xinhua, 4 février*)

### QUESTION TIBETAINE

22 fév.

**L'armée népalaise renforce ses effectifs dans le district de Mustang afin de restreindre les entrées sur le territoire** de Tibétains désireux de se rendre à Dharmshala. On compte trente et une arrestations dans les six derniers mois. (*myrepublica.com de Katmandu, 22 février*)

18 fév.

**Rencontre Obama-dalaï lama pendant plus d'une heure à la Maison blanche**, malgré la demande d'annulation formulée par Beijing. Le président des États-unis demande à la Chine de « préserver l'identité religieuse, culturelle et linguistique unique (du Tibet) et la protection des Droits de l'homme pour les Tibétains ». Aucun journaliste n'a assisté à l'entretien. La Chine a réagi en affirmant que cette rencontre portait « gravement préjudice » aux relations des deux pays et constituait une « grossière violation des normes internationales ». Elle a convoqué l'ambassadeur américain pour lui signifier une protestation formelle. (*R.F.A., 18 février*)

14 fév.

**Manifestation assise de quatre cents Tibétains dans le district Aba (Sichuan), avec prière en public pour les morts de 2008.** La police est intervenue pour bloquer l'accès à la manifestation et pour confisquer les téléphones portables et appareils photo. (*Phayul, 15 février*)

## Hongkong - Macao

24 fév.

**Arrestation d'un des opposants à la construction de la nouvelle voie ferrée vers Guangzhou.** On lui reproche d'avoir poussé aux désordres survenus devant les bâtiments du gouvernement lors de la Marche démocratique du Nouvel an. Leng Wing-lai a été appréhendé alors qu'il quittait les bureaux d'une radio non autorisée. Il y a un mois, l'étudiante Chan Hau-man avait été arrêtée à la sortie de la Radio-Télévision. Ces décisions de détention sont prises par l'opposition comme un moyen de tester les réactions de la population. (*South China Morning Post, 25 février*)

22 fév.

**Les élections pour le remplacement de cinq membres du Corps législatif de Hongkong auront lieu le 16 mai.** La démission des cinq législateurs est présentée par ces derniers et par l'opposition démocratique comme le moyen de tester l'opinion quant à l'instauration du suffrage universel dans l'ancienne colonie. (*R.T.H.K., 22 février*)

12 fév.

**Wong Mankong, député de Hongkong membre de l'Assemblée nationale populaire chinoise, suggère le vote au plus tôt d'une loi anti-subversion par le Conseil législatif.** Il justifie sa proposition par le développement du terrorisme et par le risque que les « terroristes du Xinjiang et du Tibet et de pays étrangers » viennent se réfugier à Hongkong. Une telle loi, qui s'appuierait sur l'article 23 de la loi fondamentale de Hongkong, inquiète les milieux démocratiques du territoire. (*South China Morning Post, 12 février*)

2 fév.

**2 février. Des groupes politiques opposés aux forces qui dirigent le territoire se plaignent de la fermeture non motivée de leur réseau de discussion sur Facebook.** Ils redoutent une extension de la censure sur Internet. C'est le cas du groupe de plus de 84.000 personnes que dirige Kelvin Sit TaO et de celui de la Ligue des Sociaux-démocrates qui rassemblerait 10.000 membres. De telles fermetures de forum de discussion critiques avaient déjà eu lieu en 2008 lors du passage de la flamme. (*South China Morning Post*, 6 février)

## Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 26 fév. En 2009, les banques chinoises ont prêté l'équivalent de 1.400 millions de dollars ou 960 millions d'euros, près de deux fois le montant de l'année précédente et près de la moitié du produit intérieur brut. (Xinhua, 26 février)
- 23 fév. Des élus du parlement taiwanais ont obtenu du ministère des Affaires étrangères de Taiwan l'annulation, pour des raisons de sécurité nationale, du contrat conclu sur appel d'offres avec l'entreprise d'ordinateurs Dingxin, firme de Chine populaire. Dingxin fournit en ordinateurs 63% des mille plus importantes entreprises de Taiwan et 31% des cinq cents les plus grandes. (Taiwan news, 23 février)
- 18 fév. Les voies à grande vitesse dépasse 3.300 kilomètres. Le réseau comprend les itinéraires Wuhan-Guangzhou, Zhengzhou-Xi'an, Beijing-Tianjin, Shijiazhuang-Taiyuan, Qingdao-Jinan, Hefei-Wuhan et Hefei-Nanjing (Xinhua, 18 février).
- 16 fév. Le Trésor américain donne le chiffre de 755,4 milliards de dollars pour les bons du Trésor détenus en décembre 2009 par les organismes chinois, contre 768,8 milliards pour les prêteurs publics et privés japonais. Les réserves de devises chinoises s'élevaient à quelque 2.400 milliards de dollars à la même date. (A.F.P., 17 février)
- 13 fév. Les prévisions pour la production de charbon de 2010 s'élèvent à trois milliards de tonnes. Les importations de charbon ont triplé de volume en 2009 et atteint 130 millions de tonnes. Les exportations s'élèvent à 22,4 millions de tonnes. (Xinhua, 13 et 10 février)

## BIBLIOGRAPHIE.

- **Understanding and Challenging Employment Discrimination against people living with HBV in China** IRENPING CENTER, BEIJING. 45 pp. Janvier 2010.  
Accessible sur le site du China Labour Bulletin. [www.clb.org.hk/en/node/100682](http://www.clb.org.hk/en/node/100682)
- **Annual Report of Persecution by the Government on Christian House Churches within Mainland China** CHINA AID ASSOCIATION. 37 pp. Janvier 2010  
Accessible sur le site [www.ChinaAid.org](http://www.ChinaAid.org)

### SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Information, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Confédération internationale des syndicats libres, Daljyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po. .

*POUR NOUS CONTACTER*, écrire à :  
[communication@ldh-france.org](mailto:communication@ldh-france.org) en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».